



Nations Unies
Commission économique pour l'Afrique

PROFIL DE PAYS

2017



LIBYE



Nations Unies
Commission économique pour l'Afrique

PROFIL DE PAYS **2017**



LIBYE

Commandes

Pour commander des exemplaires du Profil de pays - *Libye* , veuillez contacter :
Section des publications

Commission économique pour l'Afrique
B.P. 3001
Addis-Abeba, Éthiopie
Tél. : +251-11- 544-9900
Télécopie : +251-11-551-4416
Adresse électronique : eca-info@un.org
Web : www.uneca.org

Pour télécharger gratuitement une copie électronique des publications de la CEA,
veuillez accéder au site : www.uneca.org/publications

© 2019 Commission économique pour l'Afrique
Addis-Abeba, Éthiopie
Tous droits réservés
Premier tirage : Juin 2019

Toute partie du présent ouvrage peut être citée ou reproduite librement. Il est cependant demandé d'en informer la Commission économique pour l'Afrique et de lui faire parvenir un exemplaire de la publication.

Note

Les appellations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de la Commission économique pour l'Afrique aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites, ni quant à leur système économique ou leur stade de développement. Les désignations « développé », « industrialisé » et « en développement » n'ont qu'une fin statistique et ne constituent pas une appréciation du stade de développement atteint par tel pays ou telle région.

Sommaire

Remerciements	iv
Note au lecteur	v
1. Vue d'ensemble	1
2. Contexte national et sous-régional	3
Composantes de l'Indice d'intégration régionale en Afrique	6
3. Résultats économiques	8
3.1 Croissance économique	8
3.2 Finances publiques	11
3.3 Politique monétaire	12
3.4 Balance des paiements	14
4. Développement social	17
4.1 Perspectives de développement humain et démographique	17
4.2 Pauvreté et emploi	18
4.3 Santé	19
4.4 Éducation	20
4.5 Égalité des sexes	22
5. Analyse thématique : situation politique, sécurité et migration	23
5.1 Situation politique	24
5.2 Problèmes de sécurité	26
5.3 Migration	28
5.4 Conclusions	29
Bibliographie	30

Remerciements

La série *Profils de pays* est publiée chaque année par la Commission économique pour l'Afrique (CEA). Le but de cette publication est de diffuser, par pays et par région, des analyses et des recommandations de politique générale en faveur de la transformation économique, en s'attachant en priorité à promouvoir une croissance et un développement social durables, à renforcer l'intégration régionale et à faciliter la planification du développement et la gouvernance économique. Les profils de pays sont le résultat de la collaboration étroite entre les bureaux sous-régionaux de la CEA et le Centre africain pour la statistique. Des contributions spécifiques ont été fournies par les divisions pertinentes de la CEA, notamment la Division des politiques macroéconomiques, la Division de l'intégration régionale et du commerce et la Division des politiques de développement social.

Le profil de pays de la Libye a été établi sous la direction générale de Mme Lilia Naas Hachem, Directrice du Bureau sous-régional de la CEA en Afrique du Nord. Le document a été établi et coordonné par Mme Kenza Aggad, chargée de recherche, sous la supervision et la direction technique de M. Omar Abdourahman, économiste. Des contributions de fond ont été faites par M. Isidore Kahoui, statisticien, M. Zoubir Benhamouche, économiste et M. Mohammed Mosseddek, assistant de recherche principal. Le groupe d'examen interne, réuni par la Section de la qualité opérationnelle de la CEA, a fourni des contributions précieuses et formulé des commentaires très utiles. Nous voudrions également remercier M. Hassan Yousif d'avoir examiné d'un œil critique le présent profil de pays.

Une mention spéciale va enfin à la Section des publications de la CEA pour l'édition, la traduction, la conception graphique et l'impression de la série *Profils de pays* de 2017.

Note au lecteur

Le Profil de pays de la Libye a été établi à partir d'un examen documentaire. Ainsi, des données ont été recueillies au moyen de recherches approfondies qui ont utilisé un certain nombre de sources, émanant notamment des institutions nationales et internationales. Au niveau national, la Banque centrale libyenne a été la principale source des données de référence sur la politique monétaire, le produit intérieur brut (PIB) et d'autres variables économiques. Au niveau international, les données ont été essentiellement recueillies auprès des organismes des Nations Unies. Des données compilées par la Banque africaine de développement ont également été utilisées.

La collecte des données s'est avérée difficile étant donné que de nombreuses données étaient dépassées et que, souvent, des informations détaillées n'étaient pas disponibles. Il y a eu trois principaux problèmes. En premier lieu, il y a eu un manque de données ventilées en ce qui concerne les importations et les exportations. Avant 2011, certaines données étaient disponibles (mais pas des chiffres détaillés). Au début du conflit, cependant, d'importants écarts entre les données sont apparus. Deuxièmement, il a été très difficile de rassembler des données sur l'emploi ; bien que le Bureau libyen de la statistique et des recensements fournisse certaines statistiques sur l'emploi, les données sont obsolètes et n'ont pas pu être utilisées dans le présent profil de pays. En outre, comme c'est le cas des statistiques du commerce, peu de renseignements détaillés sur l'emploi sont disponibles, y compris en ce qui concerne les taux d'emploi dans chaque secteur économique. Il est particulièrement difficile de recueillir des données sur les personnes qui vivent en dessous du seuil de pauvreté. En outre, les données relatives à la valeur ajoutée (en pourcentage du PIB) par secteur sont obsolètes. Pour résoudre ces difficultés, d'autres rapports ont été consultés en vue de combler les déficits de données. Ces rapports sont cités dans la liste des références.

Le présent profil de pays de la Libye met l'accent sur un certain nombre de facteurs relatifs à la situation politique et sécuritaire, et sur la manière dont ces facteurs ont influé sur l'économie libyenne. En tant que tel, le profil de pays se concentre essentiellement sur les chocs économiques et leurs répercussions, plutôt que sur la transformation structurelle du pays. De fait, la Libye continue de subir les répercussions de ses dissensions politiques, qui ont été exacerbées par la lutte pour le contrôle des ressources pétrolières du pays. Étant donné que l'économie nationale est fortement tributaire des exportations de pétrole, cette lutte a eu un impact direct et significatif sur les ressources financières du pays. Aujourd'hui, la transformation structurelle est un défi de taille, compte tenu des difficultés économiques que connaît le pays. Toutefois, si la Libye parvient à régler ses problèmes actuels et à aborder la question de la diversification économique et de la transformation structurelle, elle pourrait renforcer considérablement son économie.

La Libye en bref

Informations générales		Classement	Rang	Sur un total de	Année	Source
Sous-région	Afrique du Nord	Indice du développement humain	102	188	2016	PNUD
Langue officielle	Arabe	Indice d'inégalité de genre	38	159	2015	PNUD
Monnaie	Dinar libyen (LD)	Indice Ibrahim de la gouvernance africaine	5	54	2016	Fondation Mo Ibrahim
Capitale	Tripoli	Indice de la facilité à faire des affaires	108	189	2017	Banque mondiale
Appartenance à une/des communauté(s) économique(s) régionale(s)	UMA, COMESA, CEN-SAD, GZALE	Indice de perception de la corruption	53	176	2015	Transparency International

Croissance économique



Les questions de politique et de sécurité actuelles ont assombri les perspectives de l'économie libyenne. La croissance économique a été estimée à -4,9 % en 2017, contre -8,1 % et -10,2 %, respectivement, en 2016 et 2015.¹ Ces taux de croissance négatifs indiquent une contraction du PIB en raison de facteurs liés à l'offre et à la demande. Sur le plan de l'offre, avec une économie qui est presque entièrement tributaire des recettes pétrolières, la production de pétrole a diminué en raison des perturbations des gisements pétroliers liées aux conflits et de la volatilité des prix du pétrole. Du côté de la demande, la croissance a été compromise par la baisse de la consommation en raison d'une réduction importante des subventions ainsi que d'une augmentation importante des taux d'inflation.

Finances publiques



Les finances publiques de la Libye ont été considérablement touchées par la baisse des recettes pétrolières, les augmentations des dépenses publiques sur les salaires et d'importantes subventions. Le montant total des recettes a baissé, passant de 16 834 400 000 dinars libyens (LD) en 2015 à environ, 8 595 200 000 LD en 2016, soit une contraction de 48,97 %. Le montant total des recettes, essentiellement alimentées par les exportations de pétrole, a chuté de manière significative et, à titre de comparaison, s'établissait à environ 70 131 400 000 et 54 763 600 000 LD en 2012 et 2013, respectivement.²

1 Banque africaine de développement, Perspectives économiques en Afrique 2017, Note de pays sur la Libye. Disponible à l'adresse <https://read.oecd-ilibrary.-En#page1/libyaaeo-2017-40.Org/development/african-economic-outlook-2017>.

2 Banque centrale libyenne, Bulletin économique trimestriel (deuxième trimestre 2017) Disponible à l'adresse <https://cbl.gov.ly/en/economic-bulletin/> (arabe seulement).



Inflation et politique monétaire

L'important excédent du compte courant enregistré en 2012 (30 034 000 000 LD) a été réduit de plus de la moitié en 2013, avant de se transformer en un déficit important pendant trois années consécutives, pour atteindre environ - 6 549 200 000 LD, en 2016.³ Ces déficits ont conduit à l'épuisement rapide des réserves en devises du pays, qui ont diminué de 60 %, passant de 107,6 milliards de dollars en 2013, à environ 43 milliards de dollars à la fin de 2016.⁴



Compte courant

L'important excédent du compte courant enregistré en 2012 (30 034 000 000 LD) a été réduit de plus de la moitié en 2013, avant de se transformer en un déficit important pendant trois années consécutives, pour atteindre environ - 6 549 200 000 LD, en 2016.⁵ Ces déficits ont conduit à l'épuisement rapide des réserves en devises du pays, qui ont diminué de 60 %, passant de 107,6 milliards de dollars en 2013, à environ 43 milliards de dollars à la fin de 2016.⁶



Compte de capital et compte financier

Bien qu'affichant un solde négatif en 2016 (-1 300 300 000 LD), le compte des opérations en capital et des opérations financières a enregistré une amélioration considérable de 87 % par rapport à 2012 où il était de -9 937 000 000 LD.⁷ L'investissement direct étranger reste pourtant faible. Les facteurs qui ont conduit à la réduction des investissements directs étrangers sont notamment l'instabilité politique, l'incertitude en matière de politique économique et les craintes concernant la situation sécuritaire. Pour ces raisons et d'autres encore, la Libye se retrouve en 188e position sur l'indice de la facilité de faire des affaires de la Banque mondiale et a recueilli un très faible score de 31,77 en 2016 et de 33,19 en 2017.⁸

3 Banque centrale libyenne, Bulletin économique trimestriel (deuxième trimestre 2017)

4 Banque africaine de développement, Perspectives économiques en Afrique 2017, Libye Note de pays.

5 Banque centrale libyenne, Bulletin économique trimestriel (deuxième trimestre 2017)

6 Banque africaine de développement, Perspectives économiques en Afrique 2017, Libye Note de pays.

7 Banque centrale libyenne, Bulletin économique trimestriel (deuxième trimestre 2017)

8 Banque mondiale, Doing Business 2017 : l'égalité des chances pour tous. Disponible à l'adresse <http://documents.worldbank.-Equal-opportunity-for-all.Org/curated/en/172361477516970361/Doing-business-2017>



Dynamique démographique

En 2018, la population totale était estimée à 6 470 000 habitants, contre 4 950 000 en 1995, 5 360 000 en 2000, 6 170 000 en 2010 et 6 230 000 en 2015.⁹ Cet accroissement de la population s'explique par des taux de fécondité élevés, quoiqu'en baisse. L'Indice synthétique de fécondité était estimé à 5,7 enfants par femme en 1990, avant de retomber à 4,2 en 1995 et 3,2 en 2000. On l'estime actuellement à 2,4 et il devrait baisser à 2,2 en 2020. La population libyenne est aujourd'hui majoritairement urbaine avec 5 180 000 habitants vivant dans des zones urbaines et 1 290 000 en zone rurale.¹⁰



Pauvreté

Les dernières données d'enquête publiques utilisées pour calculer l'indice de pauvreté multidimensionnelle du Rapport mondial sur le développement humain pour la Libye, se rapportent à 2007.¹¹ En Libye, 1,4 % de la population (82 000 personnes) vit dans des conditions de pauvreté multidimensionnelle, et 6,3 % de personnes dans des conditions de quasi-pauvreté multidimensionnelle (378 000 personnes).¹²



Emploi

L'économie libyenne est essentiellement tributaire des hydrocarbures, secteur à forte intensité de capital qui ne peut donc apporter qu'une contribution très limitée à la croissance de l'emploi. En raison du conflit et des perturbations récurrentes au sein du secteur pétrolier, le taux de chômage global est passé de 13,5 % en 2010 à 19 % en 2012.¹³ Selon les derniers chiffres disponibles (2012), le chômage des jeunes était de 48,7 % et celui des femmes se situait à 20,9 %.¹⁴ En raison des problèmes de sécurité et compte tenu de la concentration de l'économie dans le secteur pétrolier, le chômage devrait avoir augmenté depuis 2012, le conflit s'étant intensifié en 2014. Parallèlement, le fait que le secteur hors hydrocarbures n'est pas suffisamment développé pour absorber l'essentiel de la population active peut pousser une grande partie de celle-ci vers le chômage ou dans les activités économiques informelles.

9 Olaoye et al., Energy crisis in Nigeria: need for renewable energy mix, American Journal of Electrical and Electronic Engineering, vol. 4, n° 1, p. 1 à 8 (2016). Disponible à l'adresse : https://esa.un.org/unpd/wpp/publications/Files/WPP2017_KeyFindings.pdf.

10 UNESCO (2014). Disponible à l'adresse : https://esa.un.org/unpd/wpp/publications/Files/WPP2017_KeyFindings.pdf.

11 Le Rapport sur le développement humain de 2010 a introduit l'indice de pauvreté multidimensionnelle, qui identifie les multiples privations subies par les ménages, qui se chevauchent dans trois dimensions, à savoir l'éducation, la santé et le niveau de vie. L'éducation et la santé sont chacune fondées sur deux dimensions, tandis que le niveau de vie est basé sur six indicateurs. Tous les indicateurs nécessaires à la construction de l'Indice pour un pays proviennent de la même enquête sur les ménages. Un score de privation de 33,3% (un tiers des indicateurs pondérés) est utilisé pour établir la distinction entre pauvres et non-pauvres.

12 Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), indices et indicateurs de développement humain : note d'information sur la mise à jour des statistiques de 2018 ; pays : Libye. Disponible à l'adresse http://hdr.undp.org/sites/all/themes/hdr_theme/country-notes/LBY.pdf.

13 Données fournies par la Division de statistique de l'ONU (2016). Disponible à l'adresse http://data.un.org/Data.aspx?q=rate&d=SDGs&f=series:SL_TLF_UEM.

14 Division de statistique de l'ONU (2016).



Santé

Depuis 2011, le secteur de la santé s'est progressivement détérioré en Libye. La pénurie de centres de soins de santé primaires, ainsi que le manque d'infirmières et de médecins qualifiés constituent désormais des problèmes graves. En outre, une grande partie de l'infrastructure sanitaire du pays a été détruite par le conflit en cours, entravant davantage encore la fourniture de services de santé. Du fait de ces facteurs, une légère augmentation a été enregistrée au niveau du taux brut de mortalité, qui est passé de 4,7 décès pour mille personnes en 2005-2010 à 5,2 décès pour mille personnes en 2015-2020.¹⁵ Durant les mêmes périodes, l'espérance de vie à la naissance a légèrement baissé, passant de 71,82 à 71,47 ans.¹⁶



Éducation

Le taux d'alphabétisation des adultes (pour les personnes âgées de 15 ans et plus) en Libye est estimé à 91 %.¹⁷ Le taux brut de scolarisation est d'environ 114,4 % pour le primaire, de 104,3 % pour le secondaire et de 60,9 % pour l'enseignement supérieur (en pourcentage de la population d'âge scolaire). En raison de problèmes de sécurité, le système éducatif a été gravement perturbé, avec des années scolaires perdues dans certaines villes, des écoles détruites et des populations déplacées.



Égalité des genres

L'accès des femmes aux ressources économiques demeure limité en Libye. Le taux de participation de femmes au marché du travail est de 30 % seulement, contre 76,4 % pour les hommes. Selon le Rapport sur le développement humain de 2015, 16 % seulement des parlementaires en Libye sont des femmes.

¹⁵ Nations Unies, Département des affaires économiques et sociales, World Population Prospects : The 2017 Revision.

¹⁶ Nations Unies, Département des affaires économiques et sociales, World Urbanization Prospects : The 2018 Revision.

¹⁷ PNUD, Rapports sur le développement humain : Libye. Disponible à l'adresse <http://hdr.undp.org/en/countries/profiles/LBY>.

Vue d'ensemble

Au lendemain du Printemps arabe, la Libye est entrée dans une nouvelle phase historique marquée par des périodes d'instabilité et de tentatives de règlement du conflit. Les premières élections nationales de l'après-révolution en Libye ont eu lieu en juillet 2012, avec le transfert officiel du pouvoir du Conseil national de transition au Congrès général national. Le nouveau Premier ministre et le Cabinet ont été approuvés à la fin d'octobre 2012. Toutefois, l'instabilité des institutions de gouvernance du pays a entravé la transition politique et les efforts visant à promouvoir l'unité nationale dans un pays sortant d'une longue période de répression politique. Des tensions au sujet du contrôle des ressources pétrolières du pays ont éclaté en mars 2014 à la suite du renvoi du Premier ministre par le Parlement en raison de l'échec de son gouvernement à résoudre la crise.

Au milieu de l'année 2014, le pays a été plongé dans une période de troubles politiques et d'insécurité sans précédent. L'instabilité politique intense a conduit à l'émergence de deux gouvernements : l'un basé à Tripoli, dans l'ouest du pays, soutenu par le Congrès général national, et l'autre basé à Tobrouk, dans l'est du pays, soutenu par la Chambre des représentants. Sous la pression concertée de la communauté internationale et sous les auspices de l'ONU, un accord de partage du pouvoir a été signé à la mi-décembre 2015 entre les deux gouvernements rivaux. L'Accord politique libyen prévoyait la formation d'un gouvernement intérimaire d'entente nationale d'un an pour mettre fin à la crise politique, qui pourrait être renouvelé une seule fois. L'Accord a été par la suite prorogé jusqu'en décembre 2017. Toutefois, aucun des nombreux cabinets proposés n'a été approuvé par la Chambre des représentants.

En 2017, il n'y a toujours aucun signe qu'un gouvernement d'entente nationale sera approuvé. L'ONU a toutefois indiqué que l'Accord politique libyen demeurait valide jusqu'à l'adoption d'un nouvel accord. En juillet 2017, les deux gouvernements rivaux sont convenus d'un cessez-le-feu conditionnel à la suite de pourparlers tenus en France et visant à préparer les élections présidentielles et législatives du pays. Une telle initiative pourrait finalement préparer la voie à de futurs pourparlers entre les gouvernements rivaux et établir une base solide pour les efforts déployés par le pays pour promouvoir la stabilité politique. Néanmoins, bien que cet accord constitue un pas en avant, d'autres

accords de paix conclus depuis 2011 ont été rompus. La situation politique et sécuritaire est donc susceptible de demeurer instable jusqu'à l'établissement d'un gouvernement central.

L'instabilité de la situation politique et sécuritaire depuis 2011 a eu un impact négatif considérable sur l'économie du pays. En 2016, le PIB a été inférieur de près de 50 % à ce qu'il était avant 2011. L'économie libyenne est très fortement tributaire du secteur pétrolier, qui a généré plus de 50 % du PIB et plus de 96 % des recettes budgétaires du pays sous le régime Kadhafi.¹ Le conflit politique qui perdure a gravement compromis la production d'hydrocarbures, qui est passée de plus de 1,6 million de barils par jour avant la chute du régime Kadhafi à moins de 250 000 barils par jour en 2013.²

En 2017, la Libye continue de pâtir de problèmes d'instabilité politique et sécuritaire, et la croissance du PIB est estimée à -8,1 %. Les recettes budgétaires, tributaires des exportations d'hydrocarbures, ont atteint leur niveau le plus bas depuis 2011. De ce fait, le pays souffre d'un double déficit : un déficit de la balance des paiements, soit l'équivalent de 61 % du PIB, et un très important déficit budgétaire de près de - 69 % du PIB. Les revenus réels ont été érodés par l'inflation, qui a atteint un niveau sans précédent de 31,1 % en 2017. Le conflit a également compromis la prestation de services sociaux, quelque 1,3 million de personnes n'ayant actuellement pas accès à des ressources vitales en matière de soins de santé et de services sociaux.³

Le présent profil de pays examine six aspects fondamentaux de l'économie libyenne :

- Contexte national et sous régional ;
- Croissance économique ;
- Finances publiques ;
- Politique monétaire ;
- Balance des paiements et commerce extérieur ;
- Compte des opérations en capital et des opérations financières.

L'analyse de ces aspects fondamentaux est complétée par un examen des trois domaines spécifiques suivants :

- Processus d'intégration régionale ;
- Développement social ;
- Problèmes à régler : les questions politiques, sécuritaires et migratoires.

¹ Ralph Chami et al. *Libya Beyond the Revolution : Challenges and Opportunities* (Washington, Fonds monétaire international, 2012) À consulter à l'adresse suivante : http://www.europarl.europa.eu/cmsdata/118907 /PIIE_FINAL%20upload.pdf.

² Laura Hurst et Grant Smith, *Libya's oil production is at three-year high and rising*, Bloomberg, 24 janvier 2017. Disponible à l'adresse <https://www.bloomberg.com/news/articles/2017-01-24>.

³ Banque centrale libyenne, *Bulletin économique trimestriel* (deuxième trimestre 2017).

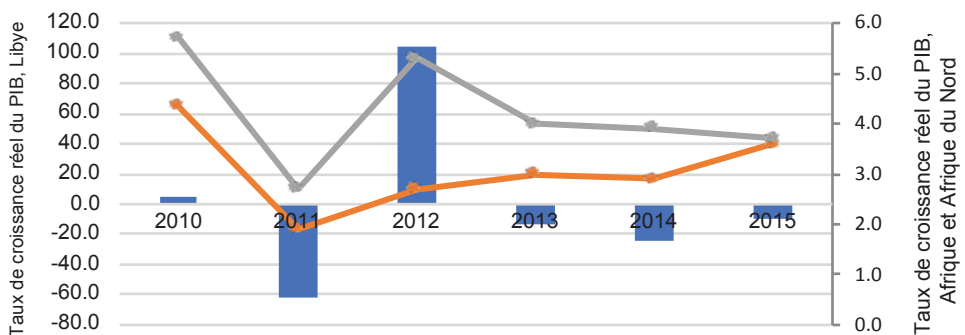
Contexte national et sous-régional

La sous-région d'Afrique du Nord fait face à de nombreux problèmes politiques et sociaux. La plupart des pays de la sous-région ont été touchés par des bouleversements sociaux généralisés, ce qui a exacerbé l'instabilité politique et a eu de profondes répercussions sur l'activité économique. La croissance économique de la sous-région est passée de 2,8 % en 2010 à 2 % en 2011, comme le montre la figure 1.

Les troubles politiques et sociaux qui ont éclaté en 2011 ont plongé l'Égypte, la Libye et la Tunisie dans la tourmente. Malgré la précarité des conditions sécuritaires en Égypte et en Tunisie, ces pays ont néanmoins entrepris des réformes politiques qui ont débouché sur des élections présidentielles, ce qui a marqué un retour à une certaine stabilité politique. Cette relative stabilité a ouvert la voie à une reprise de la croissance. La Libye, par contre, traverse toujours une période de troubles politiques qui continue d'entraver le développement. En 2009, la Mauritanie a également rétabli la stabilité politique, avec à la clef un taux de croissance moyen de 5,5 % sur la période 2010-2015.

En comparaison, l'Algérie et le Maroc ont connu très peu de troubles politiques. Selon l'Indice Ibrahim de la gouvernance en Afrique, seule la Tunisie (classée au 8e rang) figure parmi les 15 premiers pays africains. La Mauritanie et le Soudan sont classés aux

Figure 1 : Taux de croissance réel du PIB, Libye, Afrique du Nord et Afrique



Source : Département des affaires économiques et sociales, croissance libyenne (2016); Annuaire statistique de la Banque africaine de développement (BAD) ; Calculs de la CEA.

50e et 51e rangs respectivement, et l'Algérie et le Maroc occupent la 20e et la 16e place, respectivement.

* Le taux de croissance pour l'Afrique du Nord en 2012 a essentiellement été le résultat de la croissance libyenne de 104,5 %, ce qui, à son tour, s'explique par la reprise de la production pétrolière dans le pays. Toutefois, si la Libye est exclue, le taux de croissance pour l'Afrique du Nord était de seulement 2,3 %.

Du point de vue de l'efficacité des réglementations publiques (sur un indice de 1 à 100, 100 étant la meilleure performance), selon l'Indice de bonne gouvernance de la Banque mondiale, aucun progrès significatif n'a été réalisé par la Libye depuis 2010. Parmi les pays d'Afrique du Nord, seul le Maroc a obtenu un score supérieur à 50 en 2014. En ce qui concerne l'efficacité de l'État, très peu de progrès ont été accomplis, l'Égypte et la Tunisie n'ayant pas répondu aux attentes. Aucun pays d'Afrique du Nord n'a obtenu un score supérieur à 50, la Tunisie ayant la meilleure note (49), suivie par le Maroc (48). Enfin, la corruption reste un problème majeur pour les économies de la sous-région. Tous les pays d'Afrique du Nord ont obtenu une note inférieure à 4 (sur une échelle de 0 à 10, 0 étant le bas de l'échelle) selon l'indice de perception de la corruption de Transparency International.

Les économies de la sous-région ne sont pas suffisamment diversifiées du point de vue des exportations et la croissance du PIB est essentiellement fondée sur l'exploitation de leurs ressources primaires ou naturelles. Les exportations de l'Algérie, de la Mauritanie, du Soudan et, dans une moindre mesure, de l'Égypte, sont toutes composées de produits à faible valeur ajoutée. Au Soudan, le pétrole, l'or et le bétail représentent 77 % des exportations ; en Algérie, les hydrocarbures 95 % ; en Mauritanie, l'or, la pêche et le fer 78 % et, en Égypte, le mazout, le pétrole et les produits dérivés 48 %. En revanche, le Maroc et la Tunisie ont pu diversifier leurs exportations. Dans ces deux pays, les biens d'équipement représentent plus de 16 % des exportations et les biens de consommation plus de 32 %.

Le développement du secteur privé reste un défi énorme pour les pays d'Afrique du Nord, le climat des affaires étant l'un des principaux motifs de préoccupation pour les gouvernements de la sous-région. Seuls le Maroc et la Tunisie ont obtenu une note inférieure à 100 selon l'indice de la facilité de faire des affaires de la Banque mondiale en 2016. L'Algérie et l'Égypte ont baissé dans le classement en 2015. En 2013, la Mauritanie a fait des efforts considérables pour instaurer un meilleur climat des affaires par la création d'entreprises et l'amélioration de l'accès au crédit.

Le peu de diversification économique exerce une pression sur les ressources publiques affectées au développement économique et social. Pour la plupart des pays de la sous-région, le budget de l'État est tributaire d'un nombre limité de secteurs et de ressources volatiles. Bien que des progrès aient été réalisés pour améliorer la gestion des finances publiques et diversifier les ressources, il reste encore beaucoup à faire pour renforcer la base d'imposition.

Le ratio recettes fiscales/PIB est d'environ 19 % dans tous les pays, à l'exception du Soudan, où il est de seulement 7,3 %.

Enfin, le chômage est un problème endémique dans la sous-région, son taux global dépassant les 10 % dans la plupart des pays d'Afrique du Nord. De plus en plus de jeunes sont sans emploi, le taux de chômage des jeunes dépassant 25 % dans tous les pays, à l'exception du Maroc, où il était de 19,3 % en 2013.

Du point de vue de l'intégration régionale, la Libye est membre de diverses entités telles que la Grande zone arabe de libre-échange, l'Union africaine, l'Union du Maghreb arabe, la Communauté des États sahélo-sahariens, le Marché commun de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe et le Conseil de l'unité économique arabe. La Libye a également posé sa candidature pour devenir membre de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) en 2004 mais a toujours le statut de gouvernement observateur car elle n'a pas encore présenté de mémorandum sur son régime commercial. Une fois la situation stabilisée dans le pays, elle pourrait poursuivre ses négociations avec l'OMC, outre ses accords commerciaux en suspens avec l'Union européenne et les États-Unis d'Amérique.

Selon l'Indice africain d'intégration régionale, la Libye obtient un score moyen à médiocre dans le classement des États membres de l'Union du Maghreb arabe, de la Communauté des États sahélo-sahariens et du Marché commun de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe, atteignant la quatrième, la quatorzième et la quinzième places, respectivement, (voir tableau 1).

Avant la révolution, la Libye avait déployé d'importants efforts pour promouvoir l'intégration régionale et la coopération économique. Toutefois, compte tenu du contexte politique et économique actuel, elle est contrainte de se concentrer davantage sur les problèmes liés à l'utilisation de ses ressources financières limitées plutôt que sur sa volonté d'allouer des ressources humaines, techniques et financières suffisantes aux programmes d'intégration régionale.

Composantes de l'Indice d'intégration régionale en Afrique

L'Indice d'intégration régionale africaine est un projet commun de la Banque africaine de développement, de l'Union africaine et de la CEA. Son objectif est d'évaluer le niveau d'harmonisation des politiques et la coopération parmi les 54 pays d'Afrique dans les cinq dimensions suivantes : la libre circulation des personnes ; l'intégration commerciale ; l'intégration de la production (développement de chaînes de valeur régionales) ; l'intégration des infrastructures ; et l'intégration macroéconomique et financière. La section suivante est consacrée à une analyse de ces dimensions et de leurs indicateurs respectifs. Une description technique de ces indicateurs est accessible à l'adresse <https://www.integrate-africa.org/>. Le tableau 1 ci-dessous donne une vue d'ensemble des résultats de la Libye par rapport aux autres États membres des communautés économiques régionales en fonction des cinq dimensions.

Tableau 1 : Résultats de la Libye par rapport aux autres États membres des communautés économiques régionales selon les cinq dimensions de l'indice d'intégration régionale en Afrique

Classement général de la Libye : 15e parmi les États membres du Marché commun de l'Afrique de l'Est et australe (COMESA) (note : 0,33), 19e parmi les États membres de la Communauté des États sahélo-sahariens (CEN-SAD) (note : 0,34) et 4e parmi les États membres de l'Union du Maghreb arabe (UMA) (note : 0,39).

Le meilleur résultat au sein des États membres du COMESA est celui de la Zambie (note : 0,55) ; au sein des États membres de la CEN-SAD, celui de la Côte d'Ivoire (note : 0,65) et au sein des États membres de l'UMA, celui du Maroc (note : 0,56).

Libre circulation des personnes	Intégration commerciale	Intégration de la production	Intégration des infrastructures	Intégration financière et intégration macroéconomique
<p>Libye : Dernière du COMESA (Note : 0) Les Seychelles ont affiché le meilleur résultat au sein du COMESA (note de 0,70). 27e au sein de la CEN-SAD (note 0,14) Le pays le plus performant de la CEN-SAD est la Côte d'Ivoire (note : 0,80). Dernière au sein de l'UMA (note 0,10). Les meilleurs résultats reviennent à l'Algérie (score 0,80).</p>	<p>Libye : 6e du COMESA (note : 0,69). Le pays le plus performant du COMESA est la Zambie (note : 1,00). 13e au sein de la CEN-SAD (note : 0,46). Le pays le plus performant de la CEN-SAD est la Côte d'Ivoire (note : 0,96). 3e au sein de l'UMA (note : 0,75). Les meilleurs résultats reviennent à la Tunisie (note : 0,97).</p>	<p>Libye : Dernière du COMESA (note : 0,07). La meilleure note revient à l'Égypte (note : 0,76). 23e au sein de la CEN-SAD (0,13). Les meilleurs résultats reviennent au Kenya (note : 0,75). 3e au sein de l'UMA (note : 0,43). Les meilleurs résultats reviennent à la Tunisie (note : 0,67).</p>	<p>Libye : 3e dans le COMESA (note : 0,49). Les meilleurs résultats sont le Swaziland (note : 0,55). 2e au sein de la CEN-SAD (0,59). Le pays le plus performant est le Maroc (note : 0,61). 1ere au sein de l'UMA (note : 0,67).</p>	<p>Libye : Se place au 7e rang dans le COMESA (note : 0,42). Les Seychelles ont le meilleur résultat avec une note de 0,50. 18e au sein de la CEN-SAD (note : 0,38). Les meilleurs résultats sont ceux du Niger avec la note maximale de 1. Dernière au sein de l'UMA (score 0,00). Le pays le plus performant est le Maroc (note : 0,50).</p>

La Libye est membre de trois communautés économiques régionales, à savoir le COMESA, la CEN-SAD et l'UMA.

Libre circulation des personnes : la Libye est le plus mauvais élève du COMESA ainsi que de l'UMA, avec une note de 0,59 et 0,10 respectivement, et obtient l'un des pires résultats au sein de la CEN-SAD. Au moment du

calcul de l'indice, le pays avait ratifié les protocoles de l'UMA et de la CEN-SAD concernant la libre circulation des personnes. Toutefois, les citoyens des pays africains, à l'exception des ressortissants tunisiens, ont besoin d'un visa pour entrer sur son territoire. La mise en œuvre effective des protocoles sur la libre circulation des personnes est cruciale pour la Libye.

Intégration commerciale : La Libye est un pays à performance modérée dans le classement sur l'intégration commerciale avec les États membres des communautés économiques régionales dont elle est membre. Le pays n'applique pas de droits de douane sur le commerce à l'intérieur des communautés économiques régionales. Au cours de la période 2010-2013, la part de la Libye dans les flux commerciaux intra-régionaux était d'environ 18 % au sein de l'UMA, 7 % au sein du COMESA et 8 % au sein de la CEN-SAD. La récente signature par la Libye de l'Accord portant création de la Zone de libre-échange continentale africaine lui ouvrira de nouveaux débouchés commerciaux susceptibles d'améliorer ses résultats commerciaux au sein de ces communautés économiques régionales.

Intégration de la production : la Libye affiche des résultats relativement faibles à modérés dans cette dimension où elle se classe dernière parmi les États membres du COMESA, inférieurs à la moyenne parmi les États membres de la CEN-SAD et moyens par rapport à d'autres pays de l'UMA. Le pays est faiblement intégré avec ses partenaires commerciaux au sein des communautés économiques régionales dont il est membre. Les valeurs de l'indice de complémentarité du commerce des marchandises de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement pour la Libye par rapport à ses homologues des communautés économiques régionales étaient inférieures à 0,15 (sur une échelle de 0 à 1).

Intégration des infrastructures : la Libye affiche le meilleur résultat parmi les États membres de l'UMA, se classe deuxième parmi les États membres de la CEN-SAD et troisième parmi les États membres du COMESA, ce qui en fait l'un des pays les plus performants. Le pays a relativement bien développé ses infrastructures. La Libye compte parmi les pays ayant obtenu les meilleurs résultats sur la base de l'indice des infrastructures de la Banque africaine de développement et a obtenu des résultats supérieurs à 72 (sur une échelle de 0 à 100) au cours de la période de calcul de l'indice d'intégration régionale.

Intégration financière et convergence macroéconomique : La Libye est classée septième parmi les États membres du COMESA. Elle est toutefois le pays le moins performant parmi les États membres de l'UMA, avec une note inférieure à la moyenne et est l'un des pays les moins performants de la CEN-SAD. La monnaie du pays n'est convertible dans aucune des monnaies des États membres de sa communauté économique régionale.

Résultats économiques

3.1 Croissance économique

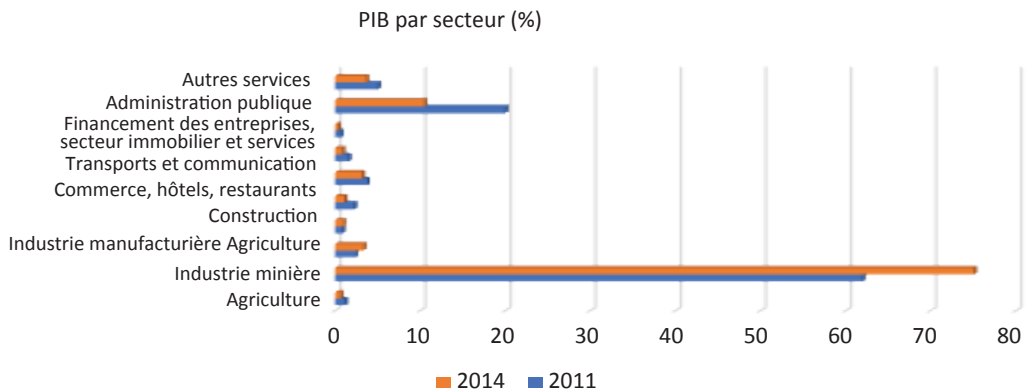
L'économie libyenne a enregistré un recul d'environ 4,9 % en 2017, contre 8,1 % et 10,2 %, respectivement, en 2016 et 2015.⁴ Deux séries de facteurs de l'offre et de la demande expliquent le ralentissement conjoncturel de l'économie, qui est fortement tributaire des revenus du pétrole. Du côté de l'offre, la production de pétrole a diminué en raison de la poursuite du conflit et les prix du pétrole sont devenus extrêmement instables. Par conséquent, les revenus du pétrole ont chuté de façon spectaculaire. S'agissant de la demande, des taux d'inflation élevés et d'importantes coupes dans les subventions ont entraîné une baisse de la consommation, compromettant ainsi la croissance économique. Toutefois, les facteurs liés à l'offre et à la demande sont interdépendants. Lorsque les recettes pétrolières augmentent, les revenus et, partant, la consommation augmenteront aussi, ce qui débouchera sur la reprise économique et des taux de croissance plus élevés.

La volatilité de la croissance économique en Libye est directement liée à l'instabilité politique et à l'insécurité qui règnent dans le pays depuis 2011. En effet, la chute du régime Kadhafi et ses répercussions sur le secteur du pétrole et du gaz ont eu d'énormes conséquences négatives sur l'économie. La forte chute de la production pétrolière en 2011 a entraîné une baisse du PIB de 62,1 %, mais la reprise de la production amorcée en 2012 s'est traduite par une croissance du PIB de 104,5 %. L'instabilité politique et, notamment, les conflits autour des champs pétrolifères ont ensuite entraîné une baisse du PIB de 13,6 % en 2013. La production de pétrole a depuis été ramenée à un niveau moyen de 250 000 barils par jour, soit un niveau bien inférieur à la moyenne historique de 1,6 million de barils.

Les années 2014 et 2015 ont été marquées par la précarité des conditions sécuritaires et la médiocrité des infrastructures pétrolières, qui ont vu la production de pétrole brut chuter à environ 0,4 million de barils par jour.⁵ Les secteurs hors hydrocarbures sont demeurés faibles en raison des perturbations des chaînes d'approvisionnement en intrants, survenues dans le pays et à l'étranger, ainsi que d'un manque d'investissements.

⁴ Banque africaine de développement, Perspectives économiques en Afrique 2017, Note de pays sur la Libye.

⁵ Laura Hurst et Grant Smith, Libya's oil production is at three-year high and rising, Bloomberg, 24 janvier 2017.

Figure II: Répartition du PIB (en pourcentage) par secteur économique

Source : Banque africaine de développement, Perspectives économiques en Afrique 2017 : Note de pays sur la Libye.

En plus d'être compromise par la poursuite des troubles politiques et de l'insécurité, l'économie libyenne reste mal préparée à faire face à des perturbations de la production pétrolière et à des fluctuations des prix du pétrole, qui, de plus en plus, ont des répercussions sur d'autres secteurs de l'économie. En fait, en 2014, l'industrie extractive, qui repose principalement sur le secteur des hydrocarbures, a représenté environ 75 % du PIB, contre environ 62 % en 2011 (voir figure II). En tant que tel, le peu de diversification de l'économie libyenne a eu des effets majeurs sur les taux de croissance du PIB.

En 2017, la croissance économique reste faible. En dépit de la légère amélioration des taux de croissance économique, la stabilité à long terme de l'économie du pays dépend de la formation d'un gouvernement d'union nationale et de la stabilisation de la situation en matière de sécurité. Si le pays peut dépasser l'état actuel de la crise, il pourrait lancer un processus de diversification économique qui ouvrirait la voie à une croissance économique plus inclusive et plus durable.

Tableau 1 : Comparaison des prévisions économiques

Les prévisions économiques fournissent des informations essentielles aux décideurs des secteurs public et privé. Lorsqu'elles sont fiables, elles éclairent et facilitent le processus de prise de décision d'un pays. Un certain nombre d'organisations publient actuellement des prévisions sur la croissance économique de la Libye. Parmi celles-ci, on peut citer la Banque africaine de développement (BAD), l'Economist Intelligence Unit (EIU) et le Fonds monétaire international (FMI).¹ Les prévisions produites par ces organisations ont parfois été proches l'une de l'autre (divergeant de 1,5 point de pourcentage), écart qui est parfois allé jusqu'à 17,8 points de pourcentage (voir la figure III a) ci-dessous) Toutefois, lors de chocs tels que les guerres et les crises économiques, comme cela a été le cas en 2012, les prévisions divergeaient parfois jusqu'à 65,8 points de pourcentage. Le FMI a fourni les prévisions de croissance les plus optimistes cette année-là, et a prédit que la croissance s'établirait en moyenne à 14,7 % pendant la période 2008-2016. Le taux de croissance le plus optimiste prévu pour 2016 était celui du FMI (17,7 %), suivi par celui de la BAD (6,3 %) et le moins optimiste a été celui de l'EIU (2,7 %).

Le degré de précision de ces prévisions est un aspect important. C'est pourquoi, la CEA a effectué une analyse afin d'évaluer les prévisions qui tendent à être plus fiables en utilisant l'erreur quadratique moyenne et l'erreur absolue moyenne, qui sont les mesures les plus courantes utilisées pour évaluer les prévisions (CEA, 2015b). Généralement, plus la valeur de ces erreurs est élevée, moins les prévisions sont fiables.² Il ressort de l'analyse des prévisions réalisée par la CEA concernant la période 2008-2014 que les prévisions du FMI sont relativement plus précises, suivies de celles de la BAD et de la Banque mondiale, tandis que celles de l'EIU comportent des taux d'erreur relativement élevés (voir figure III b)).

Figure III: Taux de croissance du PIB réel par institution et erreur des prévisions (%)

Figure A: Taux de croissance du PIB réel par institution

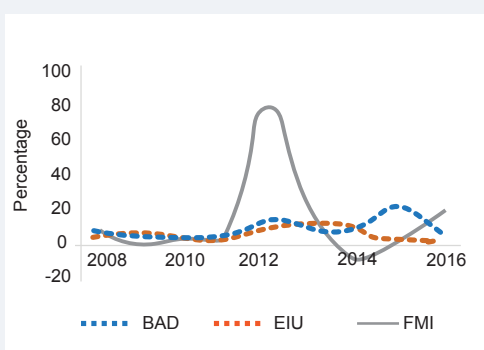
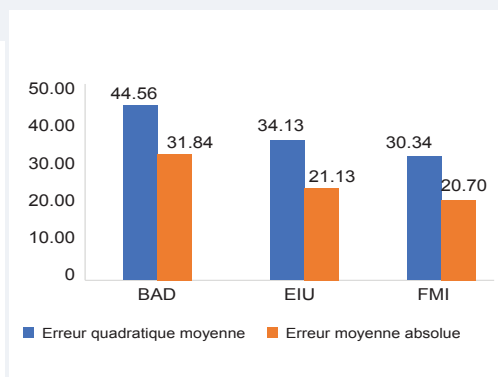


Figure B: Erreur des prévisions (2008-2014)



1 Tant dans les prévisions que dans l'évaluation des prévisions, nous n'avons pas inclus la Banque mondiale, en raison de l'insuffisance des données.

2 Pour de plus amples informations sur ces termes et l'approche de la CEA pour évaluer la précision des prévisions, voir CEA (2015).

3.2 Finances publiques

La révolution de 2011 a mis en évidence les nombreuses difficultés qui entravent la mise en place d'un système de gestion des finances publiques efficace et transparent et l'utilisation durable des ressources en hydrocarbures libyennes. Les nombreuses années d'isolement du pays, du fait des sanctions économiques, ont considérablement affaibli les capacités du secteur public. En effet, suite à une série de sanctions imposées à la Libye avant 1992, le Conseil de sécurité de l'ONU a adopté la résolution 883 (1993) imposant le durcissement des restrictions aériennes, le gel des fonds et des ressources financières de la Libye et l'interdiction de l'exportation de certains équipements utilisés dans le secteur de l'énergie. Un exemple de ces sanctions a été l'interdiction d'exporter des équipements liés au secteur pétrolier, ce qui a eu un effet négatif considérable sur les finances publiques libyennes. En outre, le manque de coordination entre les institutions du secteur public a sapé les efforts visant à promouvoir la gestion et le contrôle efficaces et transparents des recettes.

En 2012, la Libye avait un excédent budgétaire de 23,4 %, grâce à une reprise de la production pétrolière. Toutefois, la baisse du PIB en 2013 a entraîné un déficit budgétaire équivalent à 4 % du PIB. En mars 2014, les niveaux de production de pétrole se sont encore détériorés pour atteindre 250 000 barils par jour, et le déficit budgétaire s'est accentué, passant à environ 46,1 % du PIB.⁶

En 2013, le Gouvernement libyen a commencé à coopérer avec un certain nombre d'institutions internationales, notamment le FMI, pour faciliter la mise en œuvre de programmes de gestion des finances publiques. En 2015, la situation sécuritaire et la baisse des prix du pétrole ont eu une incidence majeure sur les finances publiques. Les salaires du secteur public ont représenté 59,7 % des dépenses publiques, essentiellement en raison du recrutement de fonctionnaires. Des subventions ont toutefois été réduites de 23,6 %, en raison de la baisse des prix à l'importation et d'un contrôle plus strict des chaînes d'approvisionnement de produits subventionnés. Le déficit budgétaire a atteint un niveau record de 67 % du PIB en 2015, et a été essentiellement financé par le retrait des dépôts des administrations publiques détenus à la Banque centrale de Libye. En 2016, le déficit budgétaire demeurait très élevé et s'établissait à près de 50,8 % du PIB.⁷

La poursuite de l'impasse politique et la persistance des luttes de pouvoir en 2015 et 2016 ont empêché l'élaboration et la mise en œuvre judicieuses et en temps utile d'un budget national. Au-delà des incohérences manifestes et du gaspillage des ressources résultant de la mise en œuvre simultanée de deux budgets, il y a eu de graves lacunes en matière de capacité dans la gestion, la mise en œuvre et le suivi budgétaires, qui ont fait obstacle à la fourniture de services de base à la population.

⁶ Banque mondiale, Perspectives économiques mondiales : Libye (2017). Disponible à l'adresse <http://pubdocs.worldbank.org/en/992911492266521026/Libya-MEM2017>.

⁷ Banque mondiale, Perspectives économiques mondiales : Libye (2017).

Tableau 2: État récapitulatif des recettes et dépenses effectives (en millions de LD)

Rubriques	2011	2012	2013	2014	2015	2016	30-06-2017*
1- Recettes	16 813.3	70 131.4	54 763.6	21 543.3	16 843.4	8 595.2	7 600.2
A- Recettes pétrolières	15 830.1	66 932.3	51 775.7	19 976.6	10 597.7	6 665.5	6 821.3
B- Recettes non pétrolières	983.2	3 199.1	2 987.9	1 566.7	6 245.7	1 929.7	778.9
2-Dépenses:	14 305.5	28 788.4	43 178.9	43 814.2	65 283.5	53 941.6	23 366.5
A- Dépenses d'administration	17 580.10	36 733.0	42 598.5	26 892.0	29 196.1	21 315.8	11 199.8
B- Dépenses de développement	0.0	5 500.0	13 276.5	4 482.4	4 411.9	1 398.3	96.5
C- Subventions et stabilisation des prix	4 414.4	11 708.6	9 408.5	12 439.8	9 570.9	5 723.8	3 009.2
D- Extrabudgétaires	1 372.0

Source : Banque centrale libyenne

* Désigne les données provisoires.

Les déficits budgétaires enregistrés depuis 2011 sont le résultat de l'écart important entre les recettes et les dépenses en Libye (voir tableau 2). Les recettes continuent de dépendre fortement du pétrole et restent imprévisibles. Les dépenses demeurent élevées, compromettant encore davantage les finances publiques du pays.

En résumé, l'émergence de deux gouvernements parallèles a considérablement entravé la gestion économique en Libye. La quasi-absence de toute coordination institutionnelle dans le secteur public est sans doute l'obstacle le plus important à une gestion et à un contrôle financiers et économiques efficaces et transparents. En outre, les deux gouvernements perdent de leur influence et les milices non étatiques ont de plus en plus le contrôle de la principale source de revenus du pays.

3.3 Politique monétaire

L'inflation a augmenté, passant de 2,4 % en 2014 à 9,8 % en 2015, essentiellement sous l'impulsion de la hausse considérable des prix du pétrole, ainsi que des pénuries alimentaires causées par le manque de fonds pour financer les importations (en particulier de denrées alimentaires subventionnées). L'augmentation des prix à l'importation est due à la fréquence des perturbations qui touchent l'infrastructure des transports locaux, ainsi qu'aux problèmes de sécurité. Au deuxième trimestre de 2017, l'inflation a atteint un niveau record de 31,3 %.⁸

La Libye connaît une grave crise de liquidités et de nombreuses banques ont limité les retraits d'espèces à environ 500 LD par jour. Les dépôts bancaires dans le pays ont diminué, passant

⁸ Banque centrale libyenne, Bulletin économique trimestriel (deuxième trimestre 2017)

de 6 milliards de LD en 2013 à 3 milliards en 2015. La crise de liquidités a également eu des incidences négatives sur la croissance du crédit et la masse monétaire au sens large, qui s'élèvent aujourd'hui à environ 1 % et 5 % du PIB, respectivement.⁹

Le montant net des réserves de change a chuté de 107,6 milliards de dollars en 2013 à environ 56,8 milliards de dollars à la fin de 2015. Le dinar libyen a continué de s'affaiblir par rapport au dollar des États-Unis et s'est déprécié de plus de 9 % en 2015.

Depuis 2014, la situation macroéconomique s'est dégradée en Libye. Au manque de transparence s'ajoute le fait qu'aucune politique monétaire claire n'a été mise en œuvre. En outre, les taux d'intérêt sur les dépôts et les crédits ont été éliminés suite à l'adoption de la loi No 1 de 2013 (voir encadré 1).¹⁰

Il est peu probable que la Libye soit en mesure d'adopter une politique monétaire viable avant la réconciliation nationale et l'instauration d'un gouvernement central unifié. Compte tenu de l'augmentation rapide des taux d'inflation, la faiblesse de la gouvernance économique, l'instabilité politique et les problèmes de sécurité continueront de compromettre la situation macroéconomique du pays.

Figure IV: Taux d'inflation annuel et taux d'intérêt (en %)



Source : Banque centrale de Libye, Bulletin économique trimestriel (deuxième trimestre, 2017).

⁹ Banque africaine de développement, Indice d'évaluation des politiques et institutions nationales : Libye (2016).

¹⁰ Des informations complémentaires concernant la loi No. 1 sont disponibles à l'adresse amereller.Com/wp-content/uploads/2016/10/Libye-Law-non.pdf.

Encadré 1: Loi No. 1 de 2013 sur l'interdiction des opérations de financement fondées sur les intérêts

Le 7 janvier 2013, le Congrès général national a adopté la loi No. 1 de 2013 sur l'interdiction des opérations de financement fondées sur les intérêts. La loi No. 1 de 2013 interdit pour l'essentiel les intérêts dans toutes les transactions civiles et commerciales.

En vertu de cette loi, un rendement financier sur un investissement n'est admissible que si l'investisseur participe également aux risques d'une entreprise commerciale ou d'un projet. L'argent n'a pas de valeur temporelle et le report de paiement ne peut pas entraîner une augmentation du montant dû.

Avant l'entrée en application de cette loi, un plafond de 10 % était appliqué au paiement d'intérêts. L'Article 1 1) de la nouvelle loi constitue une rupture radicale avec cette approche en interdisant tous les types de paiements d'intérêts. En particulier, il n'y a pas de dispense pour les institutions financières. En outre, l'interdiction s'étend aux paiements d'intérêts dissimulés.

Une autre solution pour mobiliser des fonds est d'utiliser les mécanismes de financement islamiques, tels que des prêts basés sur les ventes avec bénéfice mutuellement convenu (mourabaha) ou des mécanismes de crédit-bail. Ces mécanismes sont fondés sur des actifs et fonctionnent sans une stipulation d'intérêt déclaré. Dans le cadre d'une mourabaha, une banque peut acheter et revendre un actif avec un bénéfice prédéterminé. Dans le cadre d'un crédit-bail islamique, la banque acquiert un actif et le loue au client, qui peut également bénéficier d'une option d'achat. Ces mécanismes ont été testés pendant de nombreuses années sur les marchés financiers islamiques et la plupart des banques internationales les connaissent. Il convient toutefois de noter que l'interdiction de paiement d'intérêts en vertu de la nouvelle loi est exceptionnellement stricte. Cela signifie que certaines des opérations « sans intérêt » des banques islamiques peuvent aussi être considérées comme contraires à la disposition interdisant le paiement d'intérêts, parce qu'elles sont réputées être assorties d'intérêts dissimulés.

Une autre solution consiste à utiliser des structures offshore. En effet, l'interdiction de paiement d'intérêts ne s'applique qu'au territoire de la Libye. Cela signifie qu'elle ne devrait pas avoir d'incidence sur une structure offshore qui prévoit le versement d'intérêts à l'extérieur de la Libye. Une possibilité est d'accorder un prêt au moyen d'un mécanisme spécial offshore. Une autre serait de prévoir une « garantie pour insuffisance d'intérêts », exécutoire à l'extérieur de la Libye.

3.4 Balance des paiements

La forte baisse de la production pétrolière, ainsi que la faiblesse des cours internationaux du pétrole ont eu une incidence majeure sur la balance des paiements du pays, d'autant que les niveaux d'importation restent élevés. Même si le pays avait un excédent commercial en 2012, la baisse des exportations de pétrole à seulement 0,3 million de barils par jour en 2015 a donné lieu à un important déficit des opérations courantes. En 2016, les estimations de l'ampleur de ce déficit allaient de 41 % du PIB (BAD) à 61 % (Banque mondiale). La production de pétrole est encore à des niveaux historiquement faibles.

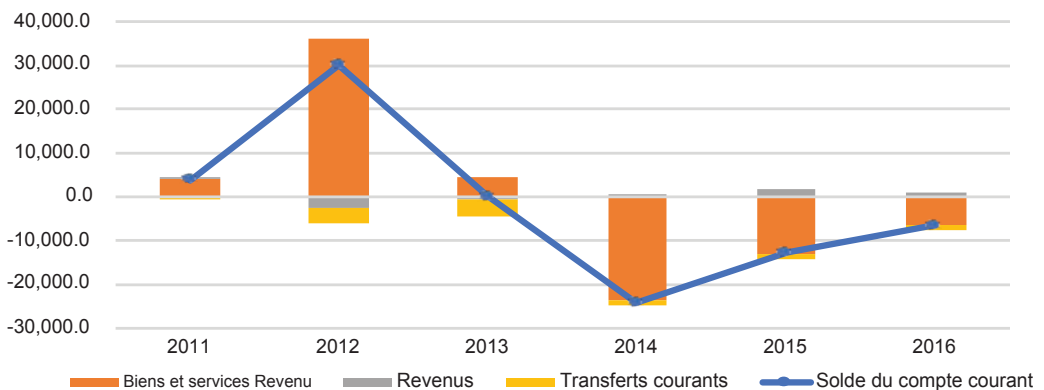
Les troubles politiques et l'absence de sécurité en Libye ont eu des effets considérables sur le commerce et ont provoqué d'importantes fluctuations de la balance commerciale du pays. En 2014 et 2015, la crise politique, conjuguée à l'exploitation croissante par des milices non étatiques de champs pétrolifères et de terminaux d'exportation, a considérablement restreint les exportations légales de pétrole du pays, qui sont passées de 1,5 million de barils par

jour en 2012 à 988 000 barils par jour en 2013 et à seulement 350 000 barils par jour en 2014. Néanmoins, les importations stimulées par la consommation sont restées élevées. Par conséquent, l'excédent en compte courant enregistré en 2012 (de 29 % du PIB) a diminué de plus de la moitié en 2013, avant de se transformer en un important déficit représentant 32,8 % du PIB en 2014. Selon les perspectives économiques libyennes publiées par la Banque mondiale en octobre 2016, le déficit du compte courant devrait se détériorer encore pour atteindre environ 61 % du PIB, troisième déficit annuel d'affilée. Pour financer ses déficits, la Libye est en train d'épuiser rapidement ses réserves en devises, qui sont passées de 107,6 milliards de dollars en 2013 à environ 43 milliards de dollars à la fin de 2016.

Les insuffisances infrastructurelles et les niveaux d'insécurité élevés ont également réduit les importations en Libye, qui dépend de l'étranger pour la plupart de ses biens de consommation. En outre, en raison de l'effondrement de l'infrastructure du pays, de la faiblesse ou de l'inexistence de l'autorité de l'administration centrale et de l'affaiblissement du système bancaire, les coûts des transactions à l'importation ont considérablement augmenté, en particulier pour les denrées alimentaires. Bien que les importations de blé et d'autres denrées alimentaires de base soient subventionnées, l'incapacité de nombreuses administrations et banques de fonctionner efficacement a entraîné une pénurie de nombreux produits et une augmentation allant jusqu'à 10 % des prix de certains produits alimentaires de base.

Des avancées ont toutefois été enregistrées. Par exemple, bien que les comptes des opérations en capital et des opérations financières du pays aient enregistré un solde négatif de 9 milliards 937 millions de LD en 2012, le déficit n'a été que de 1 300 300 000 LD en

Figure V: Tendances des principales balances des paiements courants (en millions de LD)



Source : Banque centrale de Libye, Bulletin économique trimestriel (deuxième trimestre, 2017).

2016, soit une amélioration de quelque 87 %.¹¹ Toutefois, l'investissement direct étranger reste faible, notamment en raison des troubles politiques en cours et de l'incertitude de la politique économique, ainsi que des craintes concernant la situation sécuritaire.

11 Banque centrale libyenne, Bulletin économique trimestriel (deuxième trimestre 2017).

Développement social

4.1 Perspectives de développement humain et démographique

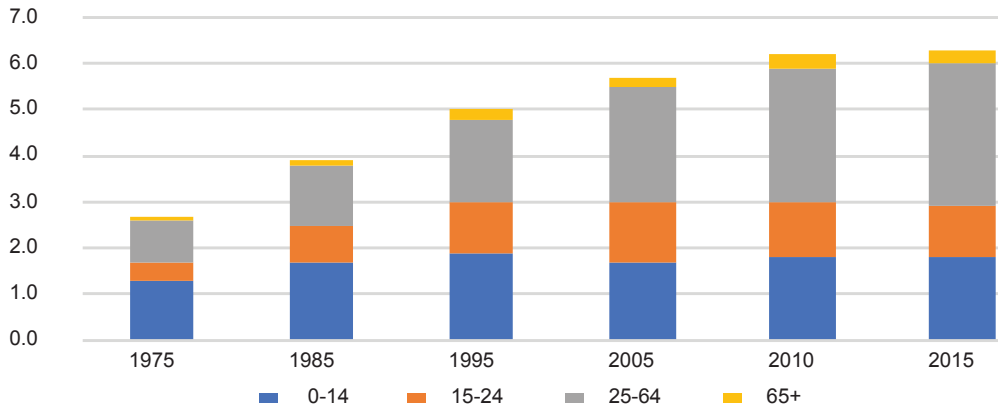
En 2018, la population totale était estimée à 6 470 000 habitants, contre 4 950 000 en 1995, 5 360 000 en 2000, 6 170 000 en 2010 et 6 230 000 en 2015.¹² Comme le montre la figure VI, la Libye est un pays relativement jeune, les enfants de moins de 15 ans et les jeunes gens âgés de 15 à 24 ans constituant une forte proportion de la population totale. Toutefois, la proportion de la population en âge de travailler (personnes âgées de 25 à 64 ans) augmente rapidement, ce qui représente un dividende démographique potentiel qui doit être mis à profit par l'adoption de politiques d'éducation et de santé appropriées, et la création de possibilités d'emploi. À l'heure actuelle, les crises politiques compromettent la possibilité de tirer pleinement parti du dividende démographique dans le pays. Ce schéma de croissance démographique et l'évolution de la structure par âge de la population sont le résultat de taux de fécondité qui, bien qu'en baisse, demeurent élevés. Même si le taux synthétique de fécondité était estimé à 5,7 enfants par femme en 1990, il est retombé à 4,2 en 1995 et à 3,2 en 2000. Il est actuellement estimé à 2,4 et devrait baisser à 2,2 en 2020. En 2018, la population libyenne était majoritairement urbaine, avec 5 180 000 personnes vivant dans des zones urbaines et 1 290 000 en zone rurale.¹³

La Libye a connu un déplacement massif de population en raison du conflit. Selon un rapport publié par l'Organisation internationale pour les migrations en avril 2017, 294 436 personnes au total ont été déplacées à l'intérieur du pays. Outre les personnes déplacées dans leur propre pays, de nombreux Libyens ont fui à l'étranger. Toutefois, en raison du manque de données, il n'existe pas d'estimations fiables de leur nombre.

En 2016, la Libye a atteint un indice de développement humain de 0,716 (contre 0,724 en 2015), ce qui la positionne au 102ème rang parmi 188 pays et territoires. Pour ce qui est de l'indice Ibrahim de la gouvernance en Afrique, la Libye est classée 19e sur le continent en 2016 et obtient un score de 58,1 en termes de développement humain : à cet égard, la Libye a enregistré la baisse la plus importante en Afrique dans la catégorie développement humain (-15,7 depuis 2006). Cela est principalement dû à la dégradation des trois sous-catégories suivantes : bien-être (classement 50, score 25,2 : dégradation de

¹² Nations Unies, Département des affaires économiques et sociales, World Population Prospects : The 2017 Revision.

¹³ Nations Unies, Département des affaires économiques et sociales, World Urbanization Prospects : The 2018 Revision.

Figure VI: Population totale, pour les deux sexes selon les groupes d'âge (en millions)

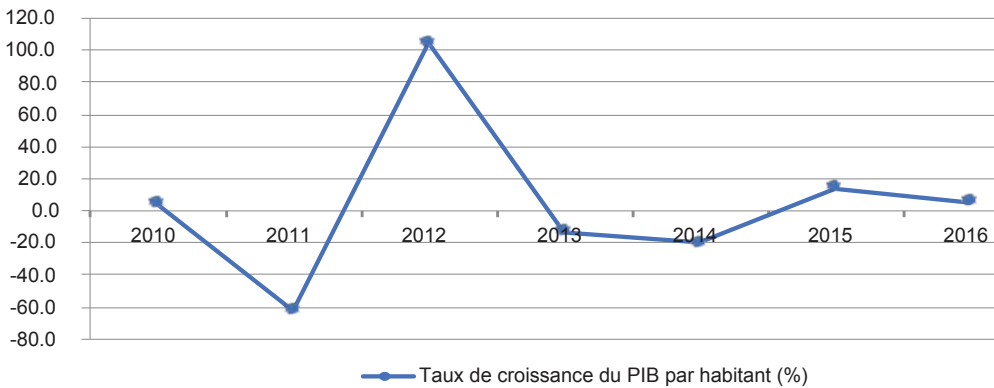
Sources : Nations Unies, Département des affaires économiques et sociales, World Population Prospects : The 2017 Revision.

36,3), éducation (classement 8, score 64,4 : dégradation de 9,7) et santé (classement 4 score 84,8 : dégradation de 1,0)

4.2 Pauvreté et emploi

La Libye a connu de graves revers sur le plan du développement socio-économique. Le PIB par habitant a diminué chaque année depuis 2012 en raison de la chute des cours du pétrole et de la diminution de la production du pétrole libyen. Les dernières données d'enquête publiques utilisées pour calculer l'indice de pauvreté multidimensionnelle du Rapport mondial sur le développement humain pour la Libye se rapportent à 2007. En Libye, 1,4 % de la population (82 000 personnes) vit dans une situation de pauvreté multidimensionnelle, et 6,3 % dans une situation de quasi-pauvreté multidimensionnelle (378 000 personnes).

Le chômage reste un problème en Libye car l'économie du pays est essentiellement basée sur les hydrocarbures. La reprise économique après la révolution, qui repose essentiellement sur la croissance du secteur de l'énergie à forte intensité de capital, n'a pas permis de remédier au chômage, dont le taux est estimé à 15 % (le chômage des jeunes étant actuellement de 50 %). L'instabilité de la situation politique et sécuritaire a entravé l'élaboration d'un nouveau cadre de croissance et de développement susceptible de promouvoir la diversification économique, la création d'emplois productifs et le développement inclusif. Il existe un risque élevé de voir surgir de nouveaux troubles politiques fomentés par des groupes sociaux déçus. Les niveaux de pauvreté ont été atténués par de généreuses subventions publiques non ciblées offertes dans le cadre de programmes de protection sociale. Toutefois, on estime que le système de subventions publiques, dont le coût a atteint 10,6 milliards de LD en 2013, soit environ 16 % du budget, est extrêmement inefficace.

Figure VII: Taux de croissance du PIB par habitant (%)

Source : Division de statistique de l'ONU, World Statistics Pocketbook 2016.

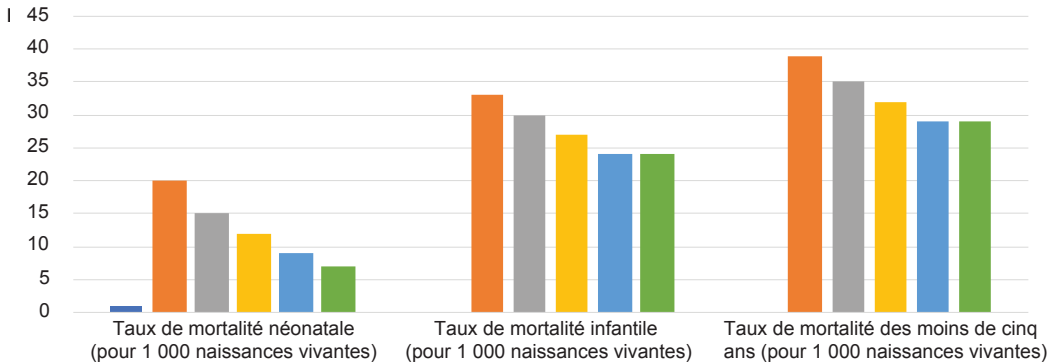
En octobre 2015, la Banque centrale libyenne a supprimé les subventions directes en faveur des produits alimentaires, entraînant une réduction de 25,4 % des dépenses publiques consacrées aux subventions. En conséquence, le pouvoir d'achat des Libyens a diminué et a été encore affaibli par une forte augmentation du taux d'inflation, qui a atteint un niveau sans précédent de 31,1 % au deuxième trimestre de 2017.

Les recettes pétrolières du pays sont indispensables pour préserver les programmes de sécurité sociale. La première priorité de la Libye est donc de renforcer la productivité de son secteur des hydrocarbures, qui constitue l'épine dorsale de son économie. Dans le même temps, si la Libye veut surmonter sa crise actuelle, elle doit relever d'importants défis économiques, notamment la nécessité de diversifier l'économie et de créer des emplois, en particulier pour les jeunes.

4.3 Santé

Comme le montre la figure VIII, les taux de mortalité infantile, de mortalité néonatale et de mortalité des moins de cinq ans, qui s'étaient nettement améliorés au cours des précédentes décennies, se sont détériorés depuis 2011 en raison de la destruction des infrastructures et du manque de personnel médical qualifié.

La pénurie d'établissements de soins de santé primaires, y compris les dispensaires et les hôpitaux de district, est aujourd'hui un grave problème. Bien qu'il existe déjà 17 médecins et 50 infirmiers (dont une proportion importante de ressortissants étrangers) pour 10 000 personnes, et quelque 1 500 centres médicaux desservant une population d'environ 6,3 millions d'habitants, ces installations sont en grande partie fermées ou exploitées à capacité réduite.

Figure VIII: Taux de mortalité néonatale, infantile et des moins de cinq ans (pour 1000

Source : Données de la Division de la population de l'ONU et de l'Organisation mondiale de la Santé

Il y a un besoin urgent de ressources financières supplémentaires pour soutenir le secteur de la santé dans le pays. Selon le Ministère libyen de la santé, le système de santé est mis à rude épreuve en raison de la pénurie de ressources financières pour acheter des médicaments et du matériel médical. En conséquence, des redevances ont été imposées aux patients dans certains établissements médicaux, y compris, par exemple, le Centre médical de Tobrouk, alors que, précédemment, les soins étaient gratuits dans tous les hôpitaux publics et les centres médicaux libyens.

D'après le rapport mensuel de septembre 2016 sur la crise humanitaire en Libye, publié par la Mission d'appui des Nations Unies en Libye, le système de santé est au bord de l'effondrement et l'accès aux soins de santé est une préoccupation majeure dans la plupart des villes libyennes, en particulier dans l'est du pays.

Le secteur de santé a donc un grand besoin de soutien. À court et à moyen terme, et une fois que les conditions politiques se seront améliorées, la Libye devra reconstruire ses infrastructures sanitaires et renforcer ses capacités en matière de personnel médical. Pour le moment, toutefois, ces initiatives sont entravées par un manque de capital financier et humain et sont en outre freinées par la poursuite du conflit.

4.4 Éducation

En 2005, la Libye était le pays qui avait les taux d'alphabétisation et de scolarisation les plus élevés d'Afrique du Nord ; du reste, le rapport de 2008 sur les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement en Libye avait conclu que le pays était en bonne voie de réaliser ces objectifs. Toutefois, il est possible qu'en raison du conflit actuel, la Libye n'ait pas été en mesure d'atteindre ces objectifs à la date butoir de 2015. Selon les dernières données disponibles (2008), le taux de scolarisation dans l'enseignement primaire était estimé à 98,2 %, contre 108,2 % en 2005 et 114,5 % en 2006. Comme le montre la figure IX, le taux d'alphabétisation des adultes (pour les personnes âgées de 15 ans et plus) est estimé

à 91 %, et le taux de scolarisation brut est d'environ 114,4 % pour l'enseignement primaire, de 104,3 % pour l'enseignement secondaire et de 60,9 % pour l'enseignement supérieur (en pourcentage de la population d'âge scolaire).¹⁴ Néanmoins, l'enseignement préscolaire et le développement de la petite enfance ont été très largement négligés et, d'après le Rapport sur le développement humain 2015 du PNUD, le taux brut de scolarisation dans l'enseignement préscolaire n'est que de 10 % environ, ce qui est relativement faible par rapport aux autres pays de la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord.

D'après un rapport de l'ONU de 2016 qui a été établi à partir des statistiques publiées par le Ministère libyen de l'éducation en juillet 2016, près de 280 000 élèves ne peuvent pas aller à l'école en raison de la fermeture de 558 écoles qui ont été partiellement endommagées ou détruites pendant le conflit. À Benghazi et dans certaines autres villes, des écoles ont été transformées en centres d'accueil de personnes déplacées. En décembre 2015, environ un tiers des 254 écoles urbaines avaient rouvert leurs portes. Toutefois, même si cela est positif pour le système éducatif, le climat est tel qu'un apprentissage productif est peut-être difficilement réalisable à l'heure actuelle.

La qualité du système éducatif a par conséquent été affectée et l'année scolaire 2014-2015 a été en partie abandonnée. Aucune grande réforme du système éducatif et des programmes scolaires du pays n'a été entreprise depuis le début du conflit. Selon le Rapport sur la compétitivité mondiale 2014-2015 du Forum économique mondial, la Libye était classée dernière dans le monde (soit 144e sur 144 pays) en termes de qualité du système éducatif.

Figure IX: Taux d'alphabétisation des jeunes et des adultes (%)



Source : Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), Rapport sur l'alphabétisation des adultes et des jeunes, 2013).

¹⁴ PNUD, Rapports sur le développement humain : Libye.

Le conflit en cours a gravement perturbé les années scolaires dans certaines villes, détruit des écoles et déplacé un grand nombre de personnes. En conséquence, de nombreux élèves ont dû interrompre leurs études ou quitter le système éducatif. À l'avenir, la Libye devra faire face à des difficultés liées à l'absence de stratégies éducatives d'après-conflit à long terme.

4.5 Égalité des sexes

L'égalité entre les femmes et les hommes est inscrite dans la Déclaration de l'Autorité du peuple de 1977 et la Grande Charte verte des droits de l'homme à l'ère des masses de 1988. Ces instruments garantissent l'égalité des droits des hommes et des femmes dans des domaines tels que les tâches liées à la sécurité nationale, le mariage, le divorce, la garde des enfants, le droit au travail, la sécurité sociale et l'indépendance financière. Toutefois, les garanties d'égalité sont compromises par le droit de la famille, qui contient de nombreuses clauses discriminatoires.

Selon l'Indice Ibrahim de la gouvernance africaine, la Libye se classe en 2016 au 53^e rang en termes d'égalité des sexes (score 26,9, soit une baisse de 1,9 au cours de la décennie précédente). L'indice repose sur sept indicateurs, à savoir l'égalité des sexes, la participation des femmes à la vie politique, l'équilibre entre les sexes dans l'éducation, la législation sur la violence à l'égard des femmes et l'égalité des sexes sur le lieu de travail.

L'accès à l'éducation est assez équilibré entre hommes et femmes en Libye. Selon l'UNESCO, les taux d'alphabétisation des jeunes hommes et femmes étaient supérieurs à 99,9 % en 2013 (personnes âgées de 15 à 24 ans) et 55,5 % des femmes adultes et 41,9 % des hommes adultes avaient achevé au moins des études secondaires. Selon l'enquête *Libya Status of Women Survey 2013*, qui a été menée par l'*International Foundation for Electoral Systems*, il y a presque autant de femmes (32 %) que d'hommes (33 %) titulaires d'un diplôme universitaire ou d'études supérieures.

Selon le Rapport sur le développement humain 2015, l'indice de développement humain corrigé de l'inégalité entre les sexes de la Libye est très élevé par rapport aux autres pays de la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (0,950 pour la Libye ; 0,860 pour la Jordanie ; 0,894 pour la Tunisie ; 0,849 pour tous les États arabes). Les composantes de l'indice sont l'espérance de vie à la naissance, la durée attendue de scolarisation, le nombre prévu d'années de scolarité, le revenu national brut par habitant et l'indice de développement humain tant pour les hommes que pour les femmes.

Néanmoins, l'accès des femmes aux ressources économiques demeure limité. De fait, la proportion des femmes au sein de la population active est de 30 % seulement, contre 76,4 % pour les hommes. Selon le Rapport sur le développement humain de 2015, 16 % seulement des sièges parlementaires sont détenus par des femmes.

Analyse thématique : situation politique, sécurité et migration

En 2011, la Libye est entrée dans une nouvelle phase historique après la fin du régime Kadhafi, qui a duré 42 ans. Un gouvernement de transition a été mis en place avant les premières élections nationales de l'après-révolution, qui ont eu lieu en 2012. La Libye a connu une brève accalmie avant d'être à nouveau en proie à un conflit. Ce conflit, qui a été déclenché par des rivalités portant sur le contrôle des ressources pétrolières du pays, a exacerbé les tensions entre le Gouvernement national et les groupes d'opposition. Par la suite, le pays a connu d'importantes divisions dans le domaine politique, ce qui a eu de graves répercussions sur la situation sécuritaire.

En 2014, une guerre civile a éclaté entre deux principales factions : Fajr Libya, alignée sur le Congrès général national et le mouvement Dignité, aligné sur la Chambre des représentants. Cependant, la Libye était déjà fragmentée par des luttes localisées et la dynamique du pouvoir. On estime à 1,700 le nombre de groupes armés et de milices actuellement actifs en Libye, dont certains ont été mis en place durant le soulèvement de 2011, tandis que d'autres sont apparus depuis.¹⁵ Cette fragmentation a entravé les efforts visant à parvenir à un consensus national ou à une vision commune entre les Libyens afin de gérer la transition du pouvoir ou le partage du pouvoir par la suite. Lors de l'examen de la situation actuelle, il est donc important de comprendre que les racines du conflit libyen résident dans les divisions politiques du pays.

Un autre motif de préoccupation est la question de la migration. Étant donné sa position géostratégique et le manque de sécurité, la Libye est devenue un portail d'accès à la Méditerranée. Selon l'Organisation internationale pour les migrations, quelque 770 000 migrants et demandeurs d'asile étaient en Libye en septembre 2016, soit l'équivalent de 12 % de la population du pays avant la guerre.¹⁶¹⁷ Si les chiffres des migrants qui traversent la Méditerranée sont relativement bien documentés, il n'existe pas de chiffres réels concernant ceux qui décident de se rendre en Libye. En raison des problèmes de

15 Royaume-Uni, Home Office, Independent Advisory Group on Country Information, Country Policy and Information Note, Libya: Security and Humanitarian Situation (January 2017); <http://www.refworld.org/pdfid/588f38994.pdf>.

16 Informations supplémentaires disponibles sur /Libya-end-horrific-abuse-detained-migrants <https://www.hrw.org/news/2016/12/14>.

17 D'autres informations disponibles sur /The-tragedy-of-migrants-in-libya/ <https://www.brookings.edu/blog/future-development/2017/05/15>.

sécurité et de l'absence de pouvoir centralisé en Libye, le suivi des flux migratoires demeure un problème majeur.

5.1 Situation politique

Les événements du Printemps arabe ont été le moteur des manifestations qui ont eu lieu dans toute la Libye à partir de février 2011, qui ont finalement débouché sur la destitution de l'ancien gouvernement et la mise en place d'un gouvernement de transition en octobre 2011.

Les premières élections nationales de l'après-révolution ont eu lieu en juillet 2012, avec le transfert officiel du pouvoir du Conseil national de transition au Congrès général national. Avec 80 % d'électeurs inscrits participant aux élections, l'Alliance des forces nationales a obtenu une grande partie des 200 sièges que compte le Congrès national. La participation des femmes au processus électoral a été chaleureusement accueillie par la Mission d'appui des Nations Unies en Libye. Le nouveau Premier ministre et le Cabinet ont été approuvés à la fin d'octobre 2012. Toutefois, il s'est avéré difficile de stabiliser les institutions de gouvernance du pays, compte tenu des fréquents problèmes et interventions émanant des diverses factions régionales et tribales, ce qui a mis en évidence les difficultés de la transition politique dans un pays sortant d'une longue période de répression politique. Des tensions portant sur le contrôle des ressources pétrolières du pays ont éclaté en mars 2014, lorsque le Premier ministre Ali Zeidan a été limogé par le Parlement en raison de l'échec de son gouvernement à résoudre la crise.

Depuis l'été 2014, la Libye traverse une période de troubles politiques et d'instabilité sécuritaire sans précédent, découlant de la contestation de la légitimité des deux institutions gouvernementales, à savoir le Congrès général national à Tripoli, et la Chambre des représentants à Tobrouk. L'échec des deux parties à se mettre d'accord sur un programme commun a conduit à l'émergence de deux gouvernements : l'un appuyé par le Congrès général national à Tripoli, et l'autre, soutenu par la Chambre des représentants, dans la ville de Tobrouk. Sous la pression concertée de la communauté internationale, et sous les auspices de l'ONU, un accord de partage du pouvoir a été signé à la mi-décembre 2015 entre les deux gouvernements rivaux. L'Accord politique libyen prévoyait la formation d'un gouvernement d'entente nationale intérimaire d'un an pour mettre fin à la crise politique. Toutefois, aucun des nombreux cabinets proposés n'a été approuvé par la Chambre des représentants. Des pourparlers sont toujours en cours pour parvenir à un accord sur la composition du nouveau gouvernement.

En juillet 2017, les gouvernements rivaux sont convenus d'un cessez-le-feu conditionnel à la suite de pourparlers tenus en France et visant à préparer les élections présidentielles et législatives. Une telle initiative pourrait finalement ouvrir la voie à de futurs pourparlers entre les gouvernements rivaux et créer une base solide pour les efforts déployés par le pays pour promouvoir la stabilité politique. Néanmoins, la situation politique libyenne est complexe,

avec de nombreux groupes combattants qui contrôlent les diverses régions du pays. Leurs activités continuent de saper les pourparlers de paix et les efforts d'unification.

Néanmoins, bien que cet Accord constitue un pas en avant, d'autres accords de paix conclus depuis 2011 ont été rompus. En outre, l'absence de date précise pour les nouvelles élections proposées pourrait retarder la concrétisation des efforts. La situation politique et sécuritaire est donc susceptible de demeurer instable jusqu'à l'établissement d'un gouvernement central.

Encadré 2: Bref déroulement chronologique des événements en Libye

Février 2011 – A la suite de révoltes dans les États voisins de Tunisie et d'Égypte, des protestations violentes éclatent à Benghazi et s'étendent à d'autres villes, menant à une escalade d'affrontements entre les forces de sécurité et les rebelles anti-Kadhafi.

Juillet 2011 – Le Groupe de contact international sur la Libye reconnaît officiellement le principal groupe d'opposition, le Conseil national de transition en tant que gouvernement légitime de la Libye.

Août-septembre 2011 – L'Union africaine se joint aux 60 pays qui ont reconnu le Conseil national de transition en tant que nouveau gouvernement libyen.

Octobre 2011 – Arrestation de Kadhafi.

Août 2012 – Le Gouvernement de transition cède le pouvoir au Congrès général national, qui a été élu en juillet.

Août 2013 – La société et milice Petroleum Facilities Guard (forces de surveillance des champs pétrolifères) impose un blocus aux terminaux d'exportation du pétrole.

Février 2014 – Des manifestations éclatent suite au refus du Congrès général national de se dissoudre après l'expiration de son mandat.

Mars 2014 – Le Congrès général national révoque le Premier Ministre Ali Zeidan après qu'un navire-citerne chargé d'hydrocarbures parti d'un port tenu par des rebelles réussit à forcer un blocus de la marine libyenne. Élection d'Ahmed Maiteg comme nouveau Premier Ministre.

Juin 2014 – Le Premier Ministre Maiteg démissionne après que la Cour suprême déclare sa nomination illégale.

Janvier 2016 – L'ONU annonce un nouveau gouvernement intérimaire basé en Tunisie mais ni le parlement de Tripoli ni celui de Tobrouk n'acceptent de reconnaître son autorité.

Mars 2016 – Un nouveau gouvernement d'«union nationale» arrive à Tripoli.

Avril 2016 – Le personnel de l'ONU retourne à Tripoli après une absence de près de deux ans.

Juillet 2017 – Les gouvernements rivaux de la Libye conviennent d'un cessez-le-feu conditionnel à la suite de pourparlers en France.

5.2 Problèmes de sécurité

Depuis la révolution de 2011, la Libye a connu de profondes divisions découlant de l'instabilité politique et de la poursuite de la lutte pour le contrôle des ressources pétrolières du pays. En 2011, la révolution a été principalement menée par deux groupes rivaux : le premier appuyé par les forces de Kadhafi et le second par des groupes armés favorables à un changement de régime en Libye. À la fin de 2011, les structures officielles de la police et de l'armée ont volé en éclats. Suite à la victoire des forces d'opposition, un nombre important de groupes armés créés sur une base géographique et tribale a été en mesure d'exercer un contrôle sur de vastes zones du pays.

Bien que le pays soit resté relativement stable en 2012 – avec l'élection d'un nouveau gouvernement – certains incidents localisés, en particulier dans l'est du pays, ont eu des effets

dévastateurs sur la population. Néanmoins, les tensions concernant le contrôle des ressources pétrolières ont baissé et ont débouché sur un accord prévoyant la réouverture des oléoducs et une augmentation de la production. Cela a permis au pays d'atteindre des niveaux élevés de croissance économique et de maintenir un certain niveau de stabilité avant le deuxième semestre de 2013.

Toutefois, à la fin de l'année 2013, la situation sécuritaire s'est encore détériorée en raison de différends portant sur le contrôle des ressources en hydrocarbures. Cela a déclenché une épreuve de force entre le gouvernement en place et des groupes armés cherchant à prendre le contrôle de la production et des exportations de pétrole. Les tensions ont atteint des niveaux critiques en 2014 lorsque des groupes armés se sont emparés de trois ports de l'Est du pays et ont exporté du pétrole à partir du terminal Es Sider. Cet incident a encore exacerbé l'instabilité politique et a conduit à la destitution du Premier ministre.

À la suite de la destitution du Premier ministre, la Libye a été plongée dans une guerre civile qui a déstabilisé davantage la situation. De plus, l'intensification du conflit entre les factions rivales cherchant à contrôler le territoire et les ressources pétrolières a créé de nouvelles tensions sur le plan politique. À ce jour, les divisions politiques restent profondes, de sorte qu'il est difficile de résoudre les problèmes de sécurité dans le pays.

Au niveau régional, la capacité limitée du Gouvernement de contrôler efficacement le pays a causé de graves problèmes de sécurité dans toute l'Afrique du Nord et dans la région du Sahel. En conséquence, l'ensemble de la région est vulnérable au militantisme transfrontalier et il y a un besoin urgent d'une coopération politique et sécuritaire plus étroite entre les parties prenantes panafricaines et internationales, notamment l'ONU, l'Union africaine et l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord.

Les actes de violence se sont intensifiés à partir de la fin de 2013 et le nombre d'incidents violents a atteint un niveau record en 2014 en raison de la recrudescence des tensions entre les milices et le Gouvernement. Les efforts visant à rétablir la stabilité et la sécurité ont détourné l'attention du Gouvernement des réformes constitutionnelles et sociales dont le pays a le plus grand besoin.

Tant qu'il n'y aura pas de consensus sur une nouvelle constitution et la création d'institutions étatiques stables, les milices et les factions armées continueront de saper la sécurité. Un environnement sécuritaire stable est essentiel pour une transition politique et économique réussie. Malgré ces énormes défis, la Libye continue de faire des progrès réguliers conformément à sa feuille de route transitoire ; toutefois, une transition complète vers la stabilité politique sera vraisemblablement un processus long et instable.

5.3 Migration

Outre les problèmes politiques et sécuritaires, la Libye fait également les gros titres de la presse en raison de ses problèmes migratoires. Compte tenu de sa situation géopolitique stratégique, et malgré la persistance de l'instabilité, le pays continue d'attirer de nombreux migrants. Il continue de subir des violences meurtrières et un certain nombre de régions sont touchées par de multiples conflits armés.

L'instabilité et la violence qui touchent la Libye depuis octobre 2014 ont entraîné des déplacements internes massifs. En fait, l'Organisation internationale pour les migrations a identifié et localisé 348 372 personnes déplacées à l'intérieur du territoire.¹⁸

La Libye représente également un défi pour les responsables politiques en raison des flux migratoires qui continuent de traverser son territoire. En effet, cette vague de migration ne provient pas d'une source unique ; les migrants fuient en masse depuis au moins une douzaine de pays différents. Le nombre des migrants qui traversent la Méditerranée centrale a plus que quadruplé après 2013. L'Organisation internationale pour les migrations estime que près de 182 000 migrants venant de Libye sont arrivés en Italie depuis le début de 2016, aggravant une énorme crise de réfugiés en provenance de la Syrie et d'autres régions du Moyen-Orient.

Sur la base des estimations fournies par les ambassades, la population totale des migrants en Libye se situe entre 700 000 et un million de personnes, dont la plupart ont commencé leur voyage au Bangladesh, en Égypte, au Mali, au Niger, au Nigéria, au Soudan et en Syrie.¹⁹ Les migrants connaissent actuellement une énorme insécurité en Libye, en raison notamment des arrestations arbitraires perpétrées par des agents non étatiques, de la détention pour une durée indéterminée, de la servitude pour dettes, du harcèlement et de l'exploitation générale.

Au 31 août 2016, 278 327 migrants étaient arrivés en Europe par la mer. Durant la même période, 3 168 personnes étaient présumées mortes ou portées disparues. Parmi ceux qui ont réussi le voyage, 106 461 migrants étaient arrivés en Italie, en date du 28 août, et 2 726 décès avaient été enregistrés durant la traversée de la Méditerranée centrale.²⁰

La crise migratoire est un dilemme pour les responsables politiques tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de la Libye. Bien que la Libye ait exprimé sa volonté de collaborer avec les acteurs internationaux pour gérer la complexité de sa dynamique migratoire, le défi posé par les migrations ne pourra être pleinement relevé que lorsque la situation politique sera stabilisée et les principaux problèmes de sécurité réglés.

18 Données de l'Organisation internationale pour les migrations, matrice de suivi des déplacements. A consulter à l'adresse <http://www.globaldtm.info/libya/>.

19 Données de l'Organisation internationale pour les migrations, matrice de suivi des déplacements.

20 Données de l'Organisation internationale pour les migrations, matrice de suivi des déplacements.

5.4 Conclusions

Les événements du Printemps arabe, conjugués aux difficultés socio-économiques croissantes, ont eu des effets catastrophiques sur le paysage politique en Libye. Depuis 2011, le pays a connu une longue période de luttes de pouvoir et de conflit, qui a entraîné la création de trois gouvernements et la prolifération de groupes armés. Des périodes relativement stables alternent avec des périodes de violence dévastatrice.

En 2017, les divisions profondes entre les parties demeuraient malgré le consensus croissant sur la nécessité de modifier certaines dispositions de l'Accord politique libyen. En juillet, les gouvernements rivaux sont convenus d'un cessez-le-feu conditionnel afin de faciliter les préparatifs des élections présidentielles et législatives. Bien qu'aucune date n'ait été fixée, les personnalités politiques libyennes, l'ONU et les États membres de l'Union européenne ont tenu des pourparlers en vue de préparer des élections en 2018. Toutefois, ce processus risque d'être difficile et long.

La situation sécuritaire demeure instable. Malgré les efforts déployés pour mettre en œuvre des arrangements en matière de sécurité, le Conseil de la présidence continue de s'appuyer fermement sur le soutien des milices armées. Les luttes pour le pouvoir politique et le contrôle des ressources pétrolières ont entravé les efforts visant à mettre en place des stratégies claires pour régler les problèmes de sécurité à court et à moyen terme dans le pays.

La situation des migrants et des réfugiés en Libye, qualifiée en décembre 2016 par la Mission d'appui des Nations Unies en Libye et le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme de « crise des droits de l'homme », demeure critique. Avec l'appui d'acteurs internationaux, la Libye pourra mieux maîtriser les flux migratoires dans le pays et maintenir la sécurité lorsqu'un gouvernement national unifié sera établi. À l'heure actuelle, toutefois, seuls des efforts limités sont déployés pour faire face à la situation migratoire en Libye.

En résumé, le besoin le plus immédiat de la Libye est de mettre en œuvre l'accord visant à unifier les groupes rivaux et à renforcer les institutions politiques et économiques. Dans un premier temps, des efforts pourraient être faits pour centraliser la prise de décisions. Toutefois, ces efforts risquent de n'être couronnés de succès qu'à moyen et long terme. En conséquence, les questions de sécurité devraient être abordées de façon progressive. En outre, si la Libye veut surmonter son état de crise actuel, elle doit régler ses problèmes économiques et prendre des mesures pour diversifier son économie.

Bibliographie

Perspectives économiques en Afrique, Note sur la Libye (2016) ; Banque africaine de développement (BAD).

Perspectives économiques en Afrique, Note sur la Libye (2016) ; *Banque africaine de développement (BAD)*.

Banque africaine de développement *et al*, Perspectives économiques en Afrique (2015) en collaboration avec l'OCDE, la CUA et le PNUD, Abidjan (2015).

Banque africaine de développement *et al*, Perspectives économiques en Afrique (2015) en collaboration avec l'OCDE, la CUA et le PNUD, Abidjan (2015).

Banque africaine de développement *et al*, Perspectives économiques en Afrique (2017) en collaboration avec l'OCDE, la CUA et le PNUD, Abidjan (2017).

Commission économique pour l'Afrique (CEA), *Approaches to evaluating forecast performance : technical review-August 2015*.

Voir Commission économique pour l'Afrique, Rapport économique sur l'Afrique 2017 : L'urbanisation et l'industrialisation au service de la transformation de l'Afrique (Addis-Abeba, 2017). Disponible à l'adresse : https://www.uneca.org/sites/default/files/uploaded-documents/ERA/ERA2017/era-2017_en_fin_jun2017.pdf, mars 2018 ;

Groupe de la Banque mondiale (2015). *Labor Market Dynamics in Libya : Reintegration for Recuperation* : Washington (2015).

HCR *et al* (2017) tendances migratoires mixtes en Libye : évolution de la dynamique et des difficultés en matière de protection.

PNUD (2015), *Rapport sur le développement humain*.

Mazarei, Adnan et Tokhir Mirzoev (2015).

Banque mondiale (2017), *Doing Business 2016*, Libye, Groupe de la Banque mondiale.

OMS, 2015 a, Statistiques sanitaires mondiales.

Bulletin économique trimestriel (2015) 1er trimestre, Banque centrale libyenne : <https://cbl.gov.ly/en/>.

Bulletin économique trimestriel (2016), 4ème trimestre 2016, Banque centrale libyenne : <https://cbl.gov.ly/en/>.

Bulletin économique trimestriel (2016), 4ème trimestre 2016, Banque centrale libyenne : <https://cbl.gov.ly/en/>.

Données de l'ONU, Division de statistique de l'ONU, disponible sur : <http://data.un.org/Data.aspx?qrte&d=SDGs&f=series:SL.TLF.UEM>.

Libya Beyond the Revolution : Challenges and Opportunities, Fonds monétaire international (FMI), disponible sur : <https://www.imf.Mcd.pdf.Org/external/pubs/ft/dp/2012/1201>.

Disponible à l'adresse <https://www.bloomberg./Libya-s-noc-says-oil-output-is-at-three-year-high-and-rising.Com/news/articles/2017-01-24>.

Disponible à l'adresse <https://www.bloomberg./Libya-s-noc-says-oil-output-is-at-three-year-high-and-rising.Com/news/articles/2017-01-24>.

Banque mondiale, Perspectives économiques mondiales : Libye (2017). Groupe de la Banque mondiale; Disponible à l'adresse <http://pubdocs.worldbank.-ENG.pdf.Org/en/992911492266521026/Libya-MEM2017>.

<http://amereller.com/wp-content/uploads/2016/10/Libya-Law-No1.pdf>.

www.moibrahimfoundation.org.

<http://hdr.undp.org/en/countries/profiles/LBY#>.

<http://www.refworld.org/pdfid/588f38994.pdf>.

<http://www.altaiconsulting.com/wp-content/uploads/2017/07/LIB-HCR-MAS-Final-Report.pdf>.

<https://www.iom.int/countries/libya>.

<https://www.alaraby.co.uk/english/comment/2018/1/11/what-does-2018-hold-for-libya>.

UNECA.ORG

Imprimé à Addis-Abeba (Éthiopie) par le Groupe de la publication et de l'impression de la CEA, certifié ISO 14001:2015. Imprimé sur du papier sans chlore.